

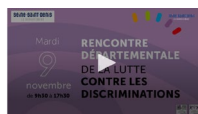


SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

1 Discriminations.....	2
2 Enfance - Famille	2
3 Etablissement social et médico-social	4
4 Immigration	4
5 Jeunes	6
6 Insertion	7
7 Logement	7
8 Pauvreté - Lutte contre les exclusions	7
9 Personnes âgées	11
10 Personnes en situation de handicap.....	14
11 Politique sociale	16
12 Prévention de la radicalisation	16
13 Protection de l'enfance.....	17
14 Travail social.....	19
15 Violences	20

1. DISCRIMINATIONS



REPLAY - Rencontre Départementale De La Lutte Contre Les Discriminations 9 Novembre 2021

Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, 09/11/2021

<https://lemag.seinesaintdenis.fr/Nos-evenements-en-direct-ou-a-revoir>

Le 9 novembre dernier, le Département organisait une rencontre départementale de la lutte contre les discriminations réunissant plusieurs expert·e·s sur le sujet.

A cette occasion, il lançait l'Observatoire départemental des discriminations.

THE CONVERSATION

La pandémie de Covid-19 a aggravé l'âgisme dans notre société / DANGOISSE Pascale, DOUCET Amélie, D. BERGERON Caroline, LAGACE

Martine

TheConversation.com, 02/11/2021

<https://theconversation.com/la-pandemie-de-covid-19-a-a>

Les aînés ont été dépeints de manière négative durant la pandémie, comme faisant partie d'un groupe homogène, vulnérable, fragile et isolé, pour qui l'ensemble de la société devait se sacrifier.

Une société inclusive pour les personnes âgées : mirage et désillusions

Les constats amers du Défenseur des droits / BOURDAIRE MIGNOT Camille, GRUNDLER Tatiana

Revue des Droits de l'Homme (La), 11/2021

<https://journals.openedition.org/revdh/13062#text>

En octobre 2021, le Défenseur des droits a rendu publics les résultats de l'enquête quantitative qu'il a récemment réalisée auprès de personnes âgées de plus de 65 ans vivant à domicile, combinée à une enquête qualitative auprès d'aidants. Comme attendu, il en ressort de tristes constats sur le difficile accès aux droits de cette population par ailleurs victime de discriminations. La société inclusive est encore loin.

Pauvreté : lutter contre les préjugés et les discriminations

<https://dieses.fr/pauvrete-lutter-contre-les-prejuges-et-les-discriminations>

Depuis quand distingue-t-on « bons » et « mauvais » pauvres ? Et surtout : comment lutter aujourd'hui contre cette opposition, et contre les discriminations qui s'ensuivent ? Autant de questions auxquelles l'historienne Axelle Brodiez-Dolino tente de répondre ici dans un article passionnant.

2. ENFANCE ET FAMILLE



REPLAY – Conférence - Développer le pouvoir d'agir

Université d'Angers, 08/10/2021, 56 mn

<https://www.franceculture.fr/conferences/universite-dangers/developper-le-pouvoir-dagir-0>

Prolongeant le programme de recherche Enjeu[x] sur l'enfance et la jeunesse, la nouvelle chaire "Parole et pouvoir d'agir des enfants et des jeunes" a tenu sa conférence inaugurale le jeudi 23 septembre 2021 à l'Université d'Angers.

Pour cette première, le titulaire de la chaire, le professeur d'histoire contemporaine Yves Denéchère a invité le psycho-sociologue québécois Yann Le Bossé.

Qu'est-ce que le pouvoir d'agir ? À quoi sert-il ? Pourquoi est-il fondamental de l'entretenir chez les enfants ? Le Québécois Yann Le Bossé, père fondateur du concept, trace les grandes lignes du développement du pouvoir d'agir.

L'enfant en danger - Pratiques plurielles [Dossier]

Journal des psychologues (le), 11/2021, p. 12-45

Les situations critiques chez l'enfant : le psychologue mis à l'épreuve

Au sommaire :

- Accepter la mort en oncologie pédiatrique
- Le ventre vide de la Covid - Clinique de la prématurité en temps de pandémie
- Puberté précoce chez l'enfant : notes sur une prise en charge en CMPP
- Lou, une adolescente déracinée
- Pédophilie : pourquoi l'enfant est-il utilisé comme objet de jouissance
- Bibliographie

Accueil de la petite enfance

Vaccination dans les structures de l'enfance : la loi de "vigilance sanitaire" publiée

Média social (Le), 15/11/2021

<https://www.lemediasocial.fr/vaccination-dans-les-structures-de>

Validée en grande partie par le Conseil constitutionnel, la loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire a été publiée au Journal officiel du 11 novembre 2021.

Elle clarifie notamment le champ d'application de l'obligation vaccinale contre le Covid-19 pour les personnels exerçant dans les structures relevant de la protection de l'enfance, les établissements d'accueil du jeune enfant et les établissements et services de soutien à la parentalité (article 5).

Des précisions sont par ailleurs apportées en matière de contrôle de l'obligation de vaccination dans les structures y étant soumises et de sanction concernant notamment l'usage de faux certificat de statut vaccinal (article 4).

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=BRmeVOFUfgdkDUK0_bPdYs1EHFQ2DgWX

Décret n° 2021-1446 du 4 novembre 2021 relatif aux conditions d'agrément, de suivi et de contrôle des assistants maternels et des assistants familiaux et aux règles applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 06/11/2021, n° 259

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/11/4/2021-1446/jo/texte>

Ce décret modernise la réglementation du métier d'assistant maternel en application de l'ordonnance du 19 mai 2021 relative aux services aux familles, en précisant notamment la possibilité d'exercer en maison d'assistant maternel, certains critères de refus d'agrément et les conditions d'accueil simultané de six mineurs. Il fixe également les obligations pour le département en cas de déménagement du lieu d'exercice de l'assistant maternel ou du lieu de résidence de l'assistant familial. Il précise enfin les seules conditions pouvant être exigées en matière de locaux et d'aménagement intérieur concernant les établissements d'accueil du jeune enfant.

La maison de Louise et Ted, une crèche atypique et inclusive

Média social (Le), 04/11/2021

À Wasquehal, près de Lille, une crèche accueille des enfants neurotypiques et neuroatypiques.

L'équipe pluridisciplinaire travaille à construire un environnement sécurisant et adapté pour les enfants présentant des troubles du développement, mais susceptible de bénéficier à tous.

Déconstruire ses théories pour construire sa pratique [Dossier]

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 11/2021, p. 20-45

Au sommaire :

- Théorie de l'attachement versus distance professionnelle
- Motricité : la juste dose de liberté
- Langage : quand les conditions d'accueil compliquent la théorie
- L'affordance à l'épreuve de la sécurité
- L'alimentation : de nouvelles méthodes à intégrer
- Repère temporels : c'est à nous de les donner
- L'analyse des pratiques : pilier de la remise en question
- Laissons faire nos équipes !

Accueil de jeunes enfants - Prévenir les risques professionnels

INRS, 11/10/2021

<https://www.inrs.fr/metiers/sport-associations/accueil-jeunes-enfants>

L'accueil de jeunes enfants expose les salariés à des risques professionnels de diverses natures : douleurs aux dos, chutes, stress, agressions... Voici des ressources pour mieux comprendre ces risques, mieux les prévenir et réaliser votre document unique d'évaluation.

Périnatalité

Corps de femmes en migrations / WIHTOL DE WENDEN Catherine (Dir.)

Hommes & migrations, 2021, 180 p.

<http://www.histoire-immigration.fr/hommes-migrations/numeros/corps-de-femmes-en-migrations>

Dans le cadre de la préparation du Forum Génération égalité initié par ONU Femmes et organisé du 30 juin au 2 juillet 2021, le Musée national de l'histoire de l'immigration édite un hors-série de la revue Hommes et Migrations, rebaptisé pour l'occasion "Femmes et migrations" et consacré aux corps des femmes en migration.

Si les migrations féminines ont longtemps été l'angle mort de l'histoire internationale des migrations, la féminisation des circulations s'affirme depuis les années 1990. De même, les femmes migrantes se mobilisent dans tous les domaines de la citoyenneté. Aujourd'hui de nouvelles problématiques émergent, et touchent aux droits sociaux et sexuels, aux violences sexistes, au corps, à l'intimité et aux représentations stéréotypées des femmes. Croiser mobilisation, migration, et corps des femmes constitue un chantier novateur à l'occasion du forum Génération égalité.

3. ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 13/11/2021, n° 264

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/11/12/2021-1476/jo/texte>

Ce décret définit le rythme quinquennal des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux sur la base d'une programmation fixée par arrêté des autorités en charge des autorisations, qui respecte, le cas échéant, le calendrier des évaluations prévu dans les contrats d'objectifs et de moyens.

Le coaching, ou comment motiver au changement

Actualités sociales hebdomadaires, 12/11/2021, n° 3233, p. 28-29

Le coaching a gagné les structures médico-sociales et ce n'est pas un hasard : les cadres sont confrontés à des tensions croissantes. Cet accompagnement individuel vise à les aider à mieux gérer les problèmes auxquels ils sont confrontés... sans forcément les régler, selon certaines critiques.

4. IMMIGRATION



REPLAY - Sébastien Nadot : en France, "Ce ne sont pas les gens compétents qui délivrent les visas" aux migrants

Franceinter.fr, 16/11/2021

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-du-mardi-16-novembre-2021>

Sébastien Nadot, député "Libertés et Territoires" de Haute-Garonne et président de la commission d'enquête parlementaire sur les migrations est l'invité du 6h20. Il dénonce notamment une "maltraitance d'État" sur cette question.

REPLAY - Premiers pas d'Afghans en France - Interceptions

France Inter, 14/11/2021, 47 mn

<https://www.franceinter.fr/emissions/interception/interception->

Après la prise de pouvoir des talibans à Kaboul le 15 août, des milliers d'Afghans se sont précipités à l'aéroport de la capitale dans l'espoir de fuir le pays. Certains d'entre eux faisaient de la France leur destination privilégiée.



Migrations internationales : ce que l'on mesure (ou pas) / BEAUCHEMIN Chris, CARON Louise, HADDAD Marine, TEMPORAL Franck
Population et sociétés, 11/2021, n° 594, 4 p.

<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/migrations->

Parmi les événements qui contribuent à la dynamique démographique, les migrations sont les plus difficiles à appréhender. Au contraire des naissances ou des décès, elles font l'objet de définitions variables selon les pays et de mesures beaucoup moins standardisées, deux facteurs de confusion dans les débats publics. Cris Beauchemin, Louise Caron, Marine Haddad et Franck Temporal font le point sur le sujet et situent la France par rapport à ses voisins européens.



Le parcours des combattantes

Lettre de l'asile et de l'intégration (La), 10/2021, n° 95, 8 p.

https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/FTDA_

En dépit de la dangerosité des routes d'exil, un nombre croissant de femmes, fuyant des violences souvent fondées sur leur genre, cherchent protection en France. Leurs conditions d'intégration les confrontent souvent à de nouvelles épreuves pouvant les fragiliser.

Quelles sont les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées ? Quelles mesures gouvernementales et quelles initiatives citoyennes sont proposées en ce sens ?

Dans ce nouveau numéro de la Lettre de l'asile et de l'intégration nous mettons en lumière leur parcours, leurs batailles et la résilience dont font preuve ces femmes combattantes.



Accès aux droits des personnes étrangères – Recensement interassociatif des difficultés rencontrées par les personnes étrangères dans leur accès aux droits (droit au séjour, droits sociaux)

Fédération des acteurs de la solidarité, 2021, 28 p.

<https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2021/11/202110>

Les personnes étrangères résidant sur le sol français rencontrent aujourd'hui de nombreux obstacles dans l'accès aux différents droits auxquels elles peuvent prétendre. Plusieurs associations, dont la Fédération des acteurs de la solidarité, se sont engagées dans un travail de recensement de ces problématiques, qui visaient à identifier les types de difficultés rencontrées ainsi que des territoires particulièrement concernés. Ces constats ont été transmis à différents ministères et administrations et nous espérons que les propositions formulées pourront alimenter des travaux visant à améliorer l'accès aux droits des personnes étrangères et à faciliter leurs parcours d'insertion.

Corps de femmes en migrations / WIHTOL DE WENDEN Catherine

Hommes & migrations, 2021, 180 p.

<http://www.histoire-immigration.fr/hommes-migrations/numeros/corps-de-femmes-en-migrations>

Dans le cadre de la préparation du Forum Génération égalité initié par ONU Femmes et organisé du 30 juin au 2 juillet 2021, le Musée national de l'histoire de l'immigration édite un hors-série de la revue Hommes et Migrations, rebaptisé pour l'occasion "Femmes et migrations" et consacré aux corps des femmes en migration.

Si les migrations féminines ont longtemps été l'angle mort de l'histoire internationale des migrations, la féminisation des circulations s'affirme depuis les années 1990. De même, les femmes migrantes se mobilisent dans tous les domaines de la citoyenneté. Aujourd'hui de nouvelles problématiques émergent, et touchent aux droits sociaux et sexuels, aux violences sexistes, au corps, à l'intimité et aux représentations stéréotypées des femmes. Croiser mobilisation, migration, et corps des femmes constitue un chantier novateur à l'occasion du forum Génération égalité.

5. JEUNES

THE CONVERSATION
L'expertise universitaire, l'engagement journalistique

Dossier : Les ados face aux écrans / DJAVADI Aurélie, CAVICCHIOLI Lionel
TheConversation.com, 07/11/2021

<https://theconversation.com/dossier-les-ados-face-aux-ecrans-171232>

Ce dossier rassemble les articles publiés dans « La Grande Conversation du week-end » du samedi 16 octobre 2021, avec des contributions des rubriques Éducation et Santé. Instagram pèse-t-il sur l'estime de soi des jeunes ? Après les révélations de la presse américaine sur des études internes à Facebook, le groupe a suspendu fin septembre le développement de son projet « Instagram Kids » et vient de créer une fonctionnalité pour inciter les adolescents à faire des pauses dans leur consultation de l'application.

THE CONVERSATION
L'expertise universitaire, l'engagement journalistique

« Une jeunesse, des jeunesses » : peut-on vraiment parler de « Génération Covid » ? / PEUGNY Camille, DJAVADI Aurelie, 04/11/2021, 24 mn

<https://theconversation.com/une-jeunesse-des-jeune>

L'expression « Génération Covid » a fleuri sur les réseaux sociaux et dans les magazines ces derniers mois. Si elle nous dit quelque chose de la jeunesse, elle pose aussi beaucoup de questions.

Quels sont les métiers qui emploient le plus de jeunes à la sortie de leurs études ?

DARES analyses, 11/2021, n° 64

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quels>

Les métiers qui emploient le plus de jeunes sortant de leurs études initiales sont très différents selon le niveau de diplôme.

THE CONVERSATION
L'expertise universitaire, l'engagement journalistique

Twitter, Snapchat, TikTok, Brut... une nouvelle façon de s'informer pour les jeunes

TheConversation.com, 11/2021

<https://theconversation.com/twitter-snapchat-tiktok-brut-une>

Il est loin, le temps du rendez-vous familial devant le JT de 20h. C'est souvent seuls, pendant les pauses de la journée, que les jeunes suivent l'actualité, privilégiant réseaux sociaux et vidéos.

THE CONVERSATION
L'expertise universitaire, l'engagement journalistique

Climat et santé mentale : ce que les réseaux sociaux nous disent de l'éco-anxiété

TheConversation.com, 29/10/2021

<https://theconversation.com/climat-et-sante-mentale-ce-que-les-reseaux-sociaux-nous-disent-de-leco-anxiete-170692>

En août 2021, le GIEC publiait son nouveau rapport sur les effets désastreux du changement climatique. Qualifié d'« effrayant », il nous rappelait que nombre de ces changements étaient irréversibles. Au-delà de leur impact sur la santé physique des personnes, bien identifiée, ces projections pessimistes affectent aussi le bien-être psychologique d'un nombre croissant de personnes.

france
culture

REPLAY CONFERENCE - Développer le pouvoir d'agir

Université d'Angers, 08/10/2021, 56 mn

<https://www.franceculture.fr/conferences/universite-dangers/developper-le-pouvoir-dagir-0>

Prolongeant le programme de recherche Enjeu[x] sur l'enfance et la jeunesse, la nouvelle chaire "Parole et pouvoir d'agir des enfants et des jeunes" a tenu sa conférence inaugurale le jeudi 23 septembre 2021 à l'Université d'Angers.

Pour cette première, le titulaire de la chaire, le professeur d'histoire contemporaine Yves Denéchère a invité le psycho-sociologue québécois Yann Le Bossé.

Qu'est-ce que le pouvoir d'agir ? À quoi sert-il ? Pourquoi est-il fondamental de l'entretenir chez les enfants ? Le Québécois Yann Le Bossé, père fondateur du concept, trace les grandes lignes du développement du pouvoir d'agir.

6. INSERTION

Insertion par l'activité économique : modalités de mise en oeuvre de la réforme

Média social (Le), 05/11/2021

Le ministère du Travail a diffusé, par la voie d'une instruction, cinq "fiches-actions" permettant la mise en œuvre opérationnelle de la réforme de l'insertion par l'activité économique, issue d'une loi du 14 décembre 2020.

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_iae_19_octobre_2021_mise_en_oeuvre_loi_inclusion.pdf

Pour une approche généalogique de l'« insertion », de l'« inclusion » et de la « société inclusive » / LAFORE Robert

Revue de droit sanitaire et social, 09/2021, n° 5, p. 902-915

L'action sociale, depuis une vingtaine d'années, se doit de s'engager dans les logiques d'« insertion » et d'« inclusion », cela pour contribuer au développement d'une « société inclusive ». Ces notions, largement utilisées et dont le contenu et les effets apparemment très consensuels, ne peuvent être que largement partagés, recèlent cependant nombre d'incertitudes, d'ambiguïtés et de contradictions. Il peut alors se révéler fécond d'en situer les sources intellectuelles et pratiques et de tenter d'en apprécier les impacts et la portée sur les politiques d'aide et d'action sociales

7. LOGEMENT



Logement d'abord, 4 ans de résultats et de mobilisation territoriale pour les personnes sans domicile

Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, 10/2021, 36 p.

<https://www.gouvernement.fr/logement-d-abord-4-ans-de-resultats-et-de-mobilisation-territoriale-pour-les-personnes-sans-domicile>

Quatre ans après son lancement, le modèle du Logement d'abord a largement progressé dans les pratiques à tous les niveaux, porté notamment par l'engagement des 45 territoires de mise en œuvre accélérée. Sous l'action conjointe de l'ensemble des acteurs de l'hébergement et de l'accès au logement ce sont ainsi plus de 280

000 personnes qui ont accédé au logement entre 2018 et juin 2021 dans le cadre du plan Logement d'abord comme le révèle le dernier bilan publié par la Dihal.

8. PAUVRETE



Comment cartographier les pauvretés françaises ? Géographie à la carte

France culture, 07/10/2021, 58 mn

<https://www.franceculture.fr/emissions/geographie-a-la-carte/comment-cartographier-les-pauvretes-francaises>

En Seine-Saint-Denis, le taux de pauvreté s'élève à 27,9%. À seulement quelques kilomètres, dans les Yvelines, ce même taux tombe à 9,4%. Comment expliquer ces disparités immenses entre les territoires ? Et à quelles échelles devons-nous analyser les pauvretés françaises ?

Nicolas Duvoux : « La lutte contre la pauvreté s'essouffle »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 08/11/2021, n° 2589, p. 18-19

<https://www.lagazettedescommunes.com/772373/nicolas-duvoux>

Sociologue et professeur de sociologie à l'université Paris 8, Nicolas Duvoux a été nommé président du comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en janvier 2021. Il revient, pour « La Gazette », sur la mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, trois ans après son lancement.

En PACA, collectivités et associations réunies au sein d'un observatoire de la précarité

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 05/11/2021

<https://www.lagazettedescommunes.com/772728/en-paca-collectivites-et-associations-reunies-autour-dun-observatoire-de-la-precarite/?print=1#>

Le 13 octobre, l'État et la ville de Marseille validaient la création d'un observatoire local de la précarité. Cette préconisation du rapport « Chroniques de l'ultra-précarité en région PACA » du collectif ALERTE constitue un engagement bienvenu dans un territoire, qui peine à se relever de la crise sanitaire. Rencontre avec la coordinatrice d'ALERTE, Géraldine Meyer, directrice de l'URIOPSS-PACA Corse.

<https://www.uriopss-pacac.fr/actualites/chroniques-de-lultra-precarite-en-region-paca>

En 2020, les inégalités et le taux de pauvreté monétaire seraient stables

INSEE analyses, 11/2021, n° 70, 6 p.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762455>

Selon la méthode d'estimation avancée basée sur la microsimulation, les inégalités de niveau de vie seraient stables en 2020 : l'indice de Gini, le ratio entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20 % des personnes les plus aisées et celle détenue par les 20 % les plus modestes ainsi que le rapport interdécile entre les seuils délimitant les 10 % des personnes les plus aisées et les 10 % les plus modestes resteraient inchangés par rapport à 2019. Le taux de pauvreté monétaire stagnerait également et s'établirait en 2020 à 14,6 % de la population, comme en 2019. La stabilité des inégalités de niveau de vie et de la pauvreté monétaire, sur le champ des ménages ordinaires non étudiants, s'expliquerait par les mesures exceptionnelles mises en place pour lutter contre les effets de la crise sanitaire, sans lesquelles ces indicateurs auraient augmenté.

Le taux de pauvreté serait stable en 2020 : ce que dit cette première estimation et ce qu'elle ne dit pas

<https://blog.insee.fr/le-taux-de-pauvrete-serait-stable-en-2020-ce-que-dit-cette-premiere-estimation-et-ce-quelle-ne-dit-pas/>

L'Insee vient de faire paraître sa première estimation du taux de pauvreté pour 2020 : 14,6 % des personnes seraient en dessous du seuil de pauvreté en France. Ce taux est stable par rapport à 2019. Cette stabilité peut étonner si l'on se réfère au « million de pauvres supplémentaire » dont la presse s'est fait l'écho depuis un an.

Pour son estimation, l'Insee utilise depuis quelques années une méthode de microsimulation. Cette méthode présente certaines fragilités, accentuées par le caractère inédit de la crise. Néanmoins, les travaux complémentaires menés par l'Insee sur les données de La Banque postale et sur le recours à l'aide alimentaire conduisent à conclure que la pauvreté s'est sans doute intensifiée mais n'a pas explosé. Au total, l'estimation de stabilité ou quasi-stabilité du taux de pauvreté paraît fiable, avec la réserve usuelle qu'elle ne tient compte que des revenus déclarés.

L'écart entre cette mesure et les perceptions tient sans doute au caractère inédit de la crise, qui exacerbe les visions pessimistes : l'opinion sera plus marquée par les mois difficiles que par les compensations sur le reste de l'année, par des situations locales très préoccupantes mais qui ne sont pas généralisées sur tout le territoire. Il demeure qu'un seul indicateur ne peut pas à lui seul rendre compte d'une réalité sociale ou économique comme la pauvreté. Celle-ci n'est pas que monétaire, et son intensité reste à mesurer avec précision.

Pauvreté : lutter contre les préjugés et les discriminations, 2021

<https://dieses.fr/pauvrete-lutter-contre-les-prejuges-et-les-discriminations>

Depuis quand distingue-t-on « bons » et « mauvais » pauvres ? Et surtout : comment lutter aujourd'hui contre cette opposition, et contre les discriminations qui s'ensuivent ? Autant de questions auxquelles l'historienne Axelle Brodiez-Dolino tente de répondre ici dans un article passionnant.

Éducation : un programme pour lutter contre les ségrégations

Actualités sociales hebdomadaires, 12/11/2021, n° 3233, p. 36

ATD quart monde accompagne une quinzaine d'écoles et collèges volontaires dans la construction de projets pédagogiques destinés à casser les mécanismes qui entretiennent le lien entre grande pauvreté et échec scolaire. Un travail au long cours, qui mobilise chercheurs bénévoles, parents en situation de précarité et équipes des établissements scolaires.

Hébergement d'urgence

Hébergement d'urgence - Casser le thermomètre [Dossier]

Lien social, 02/11/2021, n° 1304

Au sommaire :

- Casser le thermomètre (Observation en Loire-Atlantique)
- Occupation temporaire - Remplir les vides (expérimentation à Marseille)
- Sortir d'une logique humanitaire - Entretien avec F. Kaba (directrice de la mission sociale de la Fondation Abbé Pierre)

Illectronisme



Agir contre l'illectronisme en Pays de la Loire

Conseil économique, social et environnemental des Pays de la Loire, 2021, 106 p.

[https://ceser.paysdelaloire.fr/wp-](https://ceser.paysdelaloire.fr/wp-content/uploads/2021/10/19_Agir_contre_illectronisme_en_PDL.pdf)

[content/uploads/2021/10/19_Agir_contre_illectronisme_en_PDL.pdf](https://ceser.paysdelaloire.fr/wp-content/uploads/2021/10/19_Agir_contre_illectronisme_en_PDL.pdf)



Numérique et fragilités humaines - Livre blanc

Agence nouvelle des solidarités actives, 10/2021, 52 p.

<https://www.solidarites-actives.com/index.php/fr/nos-ac>

Menée en 2021 par la Fondation Sopra Steria Institut de France et l'Ansa, l'étude « Numérique et fragilités humaines » vise à mieux comprendre la place du numérique dans la vie des personnes en situation de précarité.

Pauvreté des jeunes

Le "contrat d'engagement jeune" va se substituer à la garantie jeunes en 2022

Localtis.info, 02/11/2021

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-contrat-dengagement-jeune-va-se-substituer-la-garantie-jeunes-en-2022>

Le premier ministre Jean Castex a détaillé ce 2 novembre les contours du "contrat d'engagement jeune", revu à la baisse par rapport aux ambitions initiales. Une formule qui, se voulant plus intensive que la garantie jeunes à laquelle elle se substitue, devrait bénéficier à 400.000 jeunes.



Quelles ressources pour les jeunes précaires ?

F le magazine de la FNARS, 10/2021, n° 22, p. 8-17

https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2021/11/F22_bat_numerique_doublepage.pdf

Jeunes en situation de précarité : quelles ressources accessibles à un public exclu du droit commun ?

Précarité alimentaire



Bien manger à petit prix, c'est possible ! Les bonnes choses

France culture, 10/10/2021, 28 mn

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-bonnes-choses/bien-manger-a-petit-prix-c-est-possible>

Portrait de Boris Tavernier, qui œuvre à une alimentation de qualité pour tous à travers son association « Vrac ».

C'est avec une question de plus en plus fondamentale que nous allons ouvrir cette émission, à l'heure où la hausse des prix alimentaires fait craindre une aggravation de la situation déjà précaire de nombreuses personnes et où les politiques s'intéressent au pouvoir d'achat des ménages : comment bien manger à petits prix ? Comment faire quand on vit dans des déserts commerciaux, comment s'offrir une tomate locale qui coûte deux fois plus cher que celle provenant du Maroc, comment consommer « bio/local » quand aucun producteur n'est présent sur le marché ?

<https://vrac-asso.org/>



Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives et principes directeurs / PATUREL Dominique, DARMON Nicole, CAILLAVET François, DUBOIS Christophe, GOMY Catherine, KABECHE Doudja, PERIGNON Marlène
Terra nova, 11/2021, 111 p.

<https://tnova.fr/societe/alimentation/vers-une-securite-alimentaire-durable-enjeux-initiatives-et-principes-directeurs/>

En aggravant les inégalités sociales, la crise sanitaire a creusé les inégalités sociales de santé, en particulier en lien avec l'alimentation.

Ticket équitable » : un projet pour l'accès à l'alimentation durable

F le magazine de la FNARS, 10/2021, n° 22, p. 24

https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2021/11/F22_bat_numerique_doublepage.pdf

Depuis plusieurs années, la FAS Occitanie mène des projets sur l'alimentation des personnes précaires en facilitant la rencontre des associations du secteur de la lutte contre les exclusions et les acteurs du secteur agricole afin d'élaborer des actions permettant : d'améliorer l'approvisionnement qualitatif des structures sociales ; de répondre aux problématiques d'équilibre alimentaire ; d'insuffler une autre vision des modes de consommation. Les objectifs étant d'initier des changements dans les modes d'approvisionnement (circuit court, alimentation durable), dans la préparation des aliments qui seront transformés

(Gaspillage alimentaire, équilibre alimentaire) et de permettre aux personnes en situation de précarité d'accéder à des produits de qualité. C'est ainsi que le projet « Ticket équitable », mené en 2020 par la FAS Occitanie a été pensé. Il propose aux personnes hébergées des paniers de produits, fruits et légumes de qualité, délivrés par des agriculteurs locaux (ici, un maraîcher classique et un chantier d'insertion maraîchage). Rencontre aujourd'hui avec Bernie, intervenante sociale à la pension de famille L'Atelier à Montpellier, et Laure et Fabrice, résident·e·s.

Précarité énergétique



« Faire » : les carences du guichet unique de la rénovation énergétique

Fondation Abbé Pierre, 11/2021, 26 p.

https://www.fondation-abbe-pierre.fr/documents/pdf/dossier_faire_def.pdf

D'après une enquête inédite menée par la Fondation Abbé Pierre entre mars et juillet 2021* et publiée à l'occasion de la Journée de lutte contre la précarité énergétique, le réseau d'espaces conseil « FAIRE », guichet unique créé en 2018 pour guider les particuliers dans leurs travaux de rénovation, semble être aujourd'hui en crise et présente de multiples carences.

La précarité énergétique vécue au quotidien : de multiples stratégies pour vivre sans chauffage

Dubasque.org, 15/11/2021

<https://dubasque.org/quest-ce-que-la-precarite-energetique-vecue-au-quotidien/>

La précarité énergétique est présentée comme une difficulté à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. Dans tous les cas, le ménage doit faire des arbitrages : se chauffer au risque d'impayés ou ne plus se chauffer et subir les conséquences du froid sur sa santé, son logement, sa vie sociale.

Cette réalité souvent cachée nous révèle combien parfois les sacrifices se font dans la plus grande discrétion. Chez soi, quand il n'y a personne. Plusieurs médias ont choisi de donner la parole aux personnes qui vivent cette précarité qui survient lorsque le froid arrive

9. PERSONNES AGEES

Si vous voulez parler de vieillissement, faites-le correctement

OR GRIS : Seniors acteurs des territoires, dans une société pour tous les âges, 14/11/2021

<http://www.or-gris.org/2021/11/si-vous-voulez-parler-de-veillissement-faites-le-correctement.html>

Le mot « vieillissement » ne signifie pas « vieux » ou plus âgé. C'est un adjectif qui fait référence au temps qui passe et à l'effet de ce temps qui passe sur le nom qu'il décrit pendant la durée de ce nom restant en existence. Dans le cas des personnes, la durée pendant laquelle nous sommes en vie. Un article de blog du Dr Hannah McDowall



Allocation personnalisée d'autonomie : la part de l'espérance de vie passée en tant que bénéficiaire diminue depuis 2010

DREES - études et résultats, 10/2021, n° 1212, 5 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/allocation-personnalisee-dautonomie-la-part-de-lesperance-de-vie>

Fin 2019, une personne de 60 ans a une espérance de vie de 25,6 années parmi lesquelles, en moyenne, 2,4 années (soit 9,5 %) sont passées en tant que bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). L'espérance de vie passée dans l'APA est plus longue dans un état de dépendance modérée (1,5 année en GIR 3 ou 4) que sévère (0,9 année en GIR 1 ou 2). Elle est aussi plus élevée en tant que bénéficiaire de l'APA à domicile (1,4 année contre 1 année en établissement). Bien que l'espérance de vie totale à 60 ans augmente, l'espérance de vie dans l'APA diminue régulièrement depuis 2010 (-2,7 %), traduisant un recours à cette prestation en baisse à âge donné. La part de la durée de vie après 60 ans passée en tant que bénéficiaire de l'APA varie ainsi de 10,1 % fin 2010 à 9,5 % fin 2019. La baisse est plus marquée en GIR 1 et 2 (-5 %) et à domicile (-4,5 %). Seule l'espérance de vie en GIR 3 et 4 en établissement augmente, au même rythme que l'espérance de vie totale. Si cette tendance se poursuivait, la hausse du nombre de personnes âgées dépendantes pourrait être moins marquée à l'avenir que celle qui est actuellement retenue dans les scénarios de projection



Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : la moitié des plans incluent des aides techniques

DREES - études et résultats, 10/2021, n° 1214, 5 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/allocation-personnalisee-dautonomie-domicile-la-moitie-des-plans>

Fin 2017, les plans notifiés par les départements aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile prévoient quasi systématiquement de l'aide humaine. Plus de la moitié des plans incluent d'autres types d'aides, comme des aides techniques ou des solutions d'accueil temporaire. Cette proportion est en hausse par rapport à 2011, où seulement quatre plans sur dix incluaient des aides non humaines. Le recours aux aides non humaines augmente avec le niveau de dépendance : 64 % des plans des individus en GIR 1 en contiennent, contre 45 % en GIR 4. Les fournitures d'hygiène et la téléalarme sont les aides techniques les plus fréquemment proposées (respectivement 25 % et 26 %). Les aides à l'accueil temporaire en établissement se développent, mais ne restent notifiées en moyenne que dans moins d'un plan sur dix. L'utilisation d'aides humaines dans les plans d'aide à domicile est très uniforme sur l'ensemble du territoire français. À l'inverse, la notification d'aides non humaines est très disparate selon les départements : certains en prévoient pour la très grande majorité des bénéficiaires, quand d'autres n'en notifient que très rarement.

Discriminations

THE CONVERSATION

La pandémie de Covid-19 a aggravé l'âgisme dans notre société /
DANGOISSE Pascale, DOUCET Amélie, D. BERGERON Caroline, LAGACE

Martine

TheConversation.com, 02/11/2021

<https://theconversation.com/la-pandemie-de-covid>

Les aînés ont été dépeints de manière négative durant la pandémie, comme faisant partie d'un groupe homogène, vulnérable, fragile et isolé, pour qui l'ensemble de la société devait se sacrifier.

Une société inclusive pour les personnes âgées : mirage et désillusions

Les constats amers du Défenseur des droits / BOURDAIRE MIGNOT Camille, GRUNDLER Tatiana

Revue des Droits de l'Homme (La), 11/2021

<https://journals.openedition.org/revdh/13062#text>

Camille Bourdaire-Mignot et Tatiana Gründler

En octobre 2021, le Défenseur des droits a rendu publics les résultats de l'enquête quantitative qu'il a récemment réalisée auprès de personnes âgées de plus de 65 ans vivant à domicile, combinée à une enquête qualitative auprès d'aidants. Comme attendu, il en ressort de tristes constats sur le difficile accès aux droits de cette population par ailleurs victime de discriminations. La société inclusive est encore loin.

Ehpad

Fidgi, une ponette à l'Ehpad

Média social (Le), 10/11/2021

De plus en plus d'Ehpad font appel aux équithérapeutes pour stimuler la motricité, la mémoire ou la communication de leurs résidents, notamment les plus dépendants, au sein même de leurs structures. Reportage à l'Ehpad du centre hospitalier de Sées (Orne), dont la ponette Fidgi arpente les couloirs.

Ehpad : l'insupportable solitude du directeur d'établissement / GUILLAUME Eve

Média social (Le), 08/11/2021, n° 70

La crise sanitaire a mis en exergue le rôle irremplaçable des chefs d'établissements sociaux et médico-sociaux. Eve Guillaume, directrice d'Ehpad public, revient sur l'isolement auquel expose cependant la fonction. À l'heure des coopérations sur les territoires, ce mode d'exercice semble avoir fait son temps.

Ehpad - Le dos au mur [Dossier]

Journal des acteurs sociaux, 10/2021, n° 260, p. 19-24

Les Ehpad furent en première ligne face au Covid-19. Après presque deux années d'une crise sanitaire qui se révèle aussi être une crise sociétale et économique, les Etablissements pour personnes âgées dépendants doivent plus que jamais faire face à trois situations compliquées. Leur image est plus écornée que jamais, ils souffrent d'une crise endémique de recrutement et, coincés dans leurs missions sanitaires, peinent à mettre en place des projets de vie.



Être soi jusqu'au bout de la vie en établissement et à domicile - Les seniors LGBT+, éclaireurs d'une révolution de l'intime, Vulnérabilité et société, 2021, 23 p.

<https://www.vulnerabilites-societe.fr/wp-content/uploads/2021/07/CVS-Note-BienVieillirLGBT-Juil.21-23p.pdf>

Alors que l'avancée en âge des personnes LGBT+ reste un impensé social, le Cercle Vulnérabilités et Société formule 32 propositions opérationnelles visant à aider les établissements et services à prendre résolument en compte la vie affective, intime et sexuelle en tenant compte du parcours de vie et de la singularité de chacun. Ces propositions, exposées dans une note de position intitulée « Être soi jusqu'au bout de la vie en établissement et à domicile. Les seniors LGBT+, éclaireurs d'une révolution de l'intime », ont été co-construites par l'Armée du Salut, Adef Résidences, Croix-Rouge Française, Domitys, France Alzheimer, Korian, et la Fondation Partage et Vie. Elles reposent sur un postulat fort : les personnes LGBT+ ont une fonction d'éclaireurs pour lever les freins quant à la prise en compte de l'intime au sein des établissements et services (représentations culturelles faussées, déficit de formation, contraintes architecturales persistantes, etc.). Le sujet s'inscrit à la croisée d'une double tendance : l'arrivée d'une génération de baby-boomers à l'âge de la retraite, qui a aspiré toute sa vie à « jouir sans entrave », et l'expérience socio-historique des personnes LGBT+, qui ont su faire valoir leur droit à la différence. La note insiste sur la nécessité de favoriser un plein continuum du parcours de vie des personnes au sein d'une offre de service élargie, qui tient compte de la dimension culturelle des identités de genre et orientations sexuelles. Le point d'équilibre à trouver préfigure les transformations à venir du secteur médico-social. Parmi les principales propositions figurent le développement de lits doubles médicalisés, de référents « vie affective, intime et sexuelle » et de projets d'établissement affinitaires

Lien social

Un relais itinérant pour rompre l'isolement

Actualités sociales hebdomadaires, 12/11/2021, n° 3233, p. 24-27

Dans le Beaujolais, l'association L'Aire aérée se rend auprès des personnes âgées pour leur proposer des ateliers collectifs à bord d'un bus itinérant. L'objectif : renforcer l'autonomie des personnes isolées en milieu rural et lutter contre la fracture numérique.

<http://laireaeree.org/actualites/>

Santé



Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus

Haute autorité de santé, 11/2021

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3297932/fr/diagnostiquer-plus-precocement-la-denutrition-chez-la-personne-agee-de-70-ans-et-plus

La HAS et la Fédération française de nutrition complètent leurs recommandations sur le diagnostic de la dénutrition de l'enfant et de l'adulte par un volet consacré aux séniors de 70 ans et plus. Ces derniers présentent dans la surveillance de leur état nutritionnel des particularités. La sarcopénie fait ainsi partie des critères déterminants.

10. PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

THE CONVERSATION

Handicap : une enquête en Nouvelle-Aquitaine révèle qu'une femme sur deux a subi des violences sexuelles / DAGORN Johanna

TheConversation.com, 14/11/2021

<https://theconversation.com/handicap>

Résultats d'une enquête inédite auprès de femmes en situation de handicap : plus de la moitié ont vécu ou vivent des situations d'abus physiques, psychologiques ou sexuels.

Une équipe mobile croisée protection de l'enfance-handicap

Actualités sociales hebdomadaires, 05/11/2021, n° 3232, p. 36

En Meurthe-et-Moselle, l'association AEIM 54 s'est associée avec le département pour créer une équipe mobile croisée protection de l'enfance-handicap. Le département a détaché des professionnels de la protection de l'enfance pour travailler avec ceux de l'association.

« Je n'aurais jamais imaginé avoir tant de mal à recruter » : dans le secteur du handicap, un manque d'effectif alarmant

Lemonde.fr, 05/11/2021

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/11/05/je-n-aurais-jamais-imaginer-avoir-tant-de-mal-a-recruter-dans-le-secteur-du-handicap-un-manque-d-effectif-alarmant_6101052_3224.html

Au foyer d'accueil médicalisé de Lormont, près de Bordeaux, les résidents et leur famille s'inquiètent de l'hémorragie de personnel. La direction et les employés, à bout de souffle, tirent la sonnette d'alarme.

Accueil de la petite enfance

La maison de Louise et Ted, une crèche atypique et inclusive

Média social (Le), 04/11/2021

À Wasquehal, près de Lille, une crèche accueille des enfants neurotypiques et neuroatypiques. L'équipe pluridisciplinaire travaille à construire un environnement sécurisant et adapté pour les enfants présentant des troubles du développement, mais susceptible de bénéficier à tous.

Inclusion [Dossier]

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 11/2021, p. 46-56

Au sommaire :

- Inclusion loi versus réalité
- Diagnostic : le choc de l'annonce
- Trouver un mode de garde : véritable parcours du combattant
- Scolarisation d'un enfant porteur de handicap : entre réjouissances et difficultés
- AESH : un bilan contrasté

PCH

Arrêté du 11 août 2021 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2005 fixant les montants maximaux attribuables pour les éléments de la prestation de compensation du handicap

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 29/10/2021, n° 253

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2021/8/11/PRMA2113841A/jo/texte>

Cet arrêté modifie l'arrêté du 28 décembre 2005 fixant les montants maximaux attribuables au titre des éléments 2 à 5 de la prestation de compensation du handicap.

Il fixe le montant maximum attribuable au titre de l'élément 2 de la prestation à 13 200 euros, celui de l'élément 3 relatif à l'aménagement du véhicule ou les surcoûts dus aux transports à 10 000 euros. Le montant maximum attribuable au titre de l'élément 4 « charges exceptionnelles » et de l'élément 5 sont, quant à eux, fixé à 6 000 euros.

L'ensemble des éléments de la prestation sont portés à une durée maximale d'attribution de dix ans.

Décret n° 2021-1394 du 27 octobre 2021 relatif à la durée d'attribution de la prestation de compensation du handicap

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 29/10/2021, n° 253

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2021/10/27/2021-1394/jo/texte>

En vue de simplifier les démarches des personnes handicapées, ce décret fixe à dix ans la durée maximale d'attribution de l'ensemble des éléments de la prestation de compensation du handicap (PCH) et permet son attribution sans limitation de durée lorsque le handicap n'est pas susceptible d'évoluer favorablement. Par ailleurs, il limite en cas de versements ponctuels, le total des versements correspondant à l'élément 1 de la prestation de compensation à deux mois de prestation. A cette issue, le versement reprend de façon mensuelle.

Sexualité



Dis-moi oui, Handi Épisode #1

L'assistance à la vie intime, 2021, 40 mn

<https://www.sogoodstories.com/episode/dis-moi-oui-handi-episode-1-lassistance-a-la-vie-intime/>

On pourrait qualifier le sujet de la première émission de Dis-moi oui, Handi de sensible.

Michaël Jérémiasz s'est attaqué pour cette première au thème des assistantes et assistants de vie intime, un métier légalement autorisé en France. Pourtant, en être client vous fait tomber sous le coup de la loi.

Forme de prostitution pour certaines ou certains, pour d'autres une aide à l'accès à la sexualité pour, notamment, des personnes en situation de handicap... Le sujet est complexe et méritait bien un épisode. Sophie Cluzel, Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées depuis 2017, et Fabrice Flageul, masseur-relaxologue dans la région lyonnaise et également assistant de vie sexuelle, sont venus en débattre sur So good Radio.

Le sexe des anges, tout ça pour ça

Actualités sociales hebdomadaires, 12/11/2021, n° 3233, p. 34-35

Cette tribune réagit à la réponse que le Comité consultatif national d'éthique a donnée à une saisine de la secrétaire d'Etat Sophie Cluzel sur la vie affective et sexuelle des personnes handicapées. Elle est cosignée par tous les membres du conseil d'administration du CréDavis, Sheila Warembourg, créatrice de Sexual Understanding, et Alain Giami, vice-président de l'Association mondiale pour la santé sexuelle.

<https://www.ccne-ethique.fr/fr/actualites/reponse-la-saisine-de-sophie-cluzel-ministre-chargee-des-personnes-handicapees-sur-laces>

11. POLITIQUE SOCIALE

« Avec la crise, les collectivités ont saisi l'intérêt stratégique de l'analyse des besoins sociaux » [entretien]

Lagazettedescommunes.com, 04/11/2021

<https://www.lagazettedescommunes.com/772549/avec-la-crise-les->

Depuis un peu plus d'un an désormais, les nouvelles équipes municipales sont en place. Dans un contexte troublé par la crise, où en sont-elles dans la réalisation de leur analyse des besoins sociaux imposée par la législation ? Quels en sont les premiers enseignements ? Le point avec Hélène-Sophie Mesnage, déléguée générale adjointe de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale.

Pour une approche généalogique de l'« insertion », de l'« inclusion » et de la « société inclusive » / LAFORE Robert

Revue de droit sanitaire et social, 09/2021, n° 5, p. 902-915

L'action sociale, depuis une vingtaine d'années, se doit de s'engager dans les logiques d'« insertion » et d'« inclusion », cela pour contribuer au développement d'une « société inclusive ». Ces notions, largement utilisées et dont le contenu et les effets apparemment très consensuels, ne peuvent être que largement partagés, recèlent cependant nombre d'incertitudes, d'ambiguïtés et de contradictions. Il peut alors se révéler fécond d'en situer les sources intellectuelles et pratiques et de tenter d'en apprécier les impacts et la portée sur les politiques d'aide et d'action sociales

Le Fonds social européen +, un outil au champ d'action élargi

Lagazettedescommunes.com, 03/11/2021

<https://www.lagazettedescommunes.com/771879/le-fonds-social-euro>

Le FSE est mort, vive le FSE+. Le nouveau Fonds social européen sera doté de 88 milliards d'euros pour la période 2021-2027. A côté de son soutien traditionnel à l'emploi et la formation professionnelle, il élargit ses actions à l'insertion de publics plus précaires, notamment aux migrants.

12. PREVENTION DE LA RADICALISATION



La cage : une Française dans le djihad - 4 épisodes / BOUVIER Edith, MARTELET

Céline

Arte Radio, 11/2021

https://www.arteradio.com/serie/la_cage_une_francaise_dans_le_djihad

Nessrine a passé cinq ans en Syrie au coeur de Daech. Jamais une Française de retour de l'Etat islamique n'a parlé aussi librement et avec autant de lucidité de ce qu'elle a vécu et des motifs de son embrigadement. Une série documentaire d'Edith Bouvier et Céline Martelet, toutes deux grandes reporters et spécialistes du Moyen Orient. Une production ARTE Radio.

4 épisodes :

- Les failles
- Enfermée
- La terreur
- Revivre

13. PROTECTION DE L'ENFANCE

La stratégie de protection de l'enfance n'a pas encore fait ses preuves sur le terrain Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/11/2021, n° 2588, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39432234/la-strategie-de-protection-de-l-enfance-n-a-pas-encore-fait-ses-preuves-sur-le-terrain>

POURQUOI ?

Une stratégie nationale était lancée en octobre 2019 pour améliorer la réponse en matière de prévention et de protection de l'enfance, selon quatre axes.

POUR QUI ?

Trente départements volontaires ont contractualisé avec l'Etat en 2020 et bénéficié de cofinancements à hauteur de 80 millions d'euros, pour mener des projets dans ce cadre.

COMMENT ?

Les projets devaient être cofinancés à parts égales par les conseils départementaux et correspondre aux mesures fixées par la stratégie gouvernementale.

Assistance éducative : clarification des compétences entre le juge aux affaires familiales et le juge des enfants

Actualités sociales hebdomadaires, 05/11/2021, n° 3232, p. 15

Dans un arrêt rendu le 20 octobre 2021, la Cour de cassation opère un revirement de jurisprudence particulièrement important en matière d'assistance éducative. Elle estime désormais qu'un juge des enfants, même s'il constate une situation de danger chez un parent, ne peut pas prendre de décision fixant des modalités de l'exercice de l'autorité parentale différentes de celles décidées par le juge aux affaires familiales (JAF).

https://www.courdecassation.fr/decision/616fb1bfa6422442c4302230?search_api_fulltext=19-26152&op=Rechercher

Pédophilie : pourquoi l'enfant est-il utilisé comme un objet de jouissance ? / GERMANI Stéphanie

Journal des psychologues (le), 2021, n° 3, p. 38-43

<https://www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2021-10-page-38.htm>

Comment devient-on pédophile ? S'agit-il d'un problème biologique ou d'une anomalie psychique ? Existe-t-il des facteurs pouvant favoriser l'apparition des comportements pédophiles ? Le sujet ne laisse pas indifférent et soulève bon nombre de questions. C'est à partir d'observations lors de psychothérapies volontaires en milieu carcéral que l'auteure tente ici de décrire les différentes approches psychopathologiques de la pédophilie et de réinterroger ce champ clinique singulier.

Fonctions médiatrices du thérapeute et de l'écriture dans les ateliers d'écriture avec des adolescents. Illustration clinique / INVERNIZZI Claire, BOULAY Corentin, DEMOGEOT Nadine

Bulletin de psychologie, 2021, n° 574, p. 281-296

Cet article rend compte des principales étapes et enjeux d'une thérapie à médiation par l'écriture effectuée auprès d'adolescents placés à l'Aide sociale à l'enfance. La méthode utilisée croise une démarche clinique psychodynamique qualitative et la méthode du cas unique, celui de David, adolescent de 15 ans. Les résultats obtenus indiquent que l'écriture, le rapport au médium malléable et la fonction phorique du groupe facilitent les processus de liaison qui permettent un apaisement psychomoteur du sujet et une possible construction de sa subjectivation. Les effets mobilisateurs de l'atelier d'écriture conduisent l'adolescent et les autres à un cheminement intérieur qui influence progressivement les liens intersubjectifs et les dimensions intrapsychiques des sujets.

Handicap et protection de l'enfance

Une équipe mobile croisée protection de l'enfance-handicap

Actualités sociales hebdomadaires, 05/11/2021, n° 3232, p. 36

En Meurthe-et-Moselle, l'association AEIM 54 s'est associée avec le département pour créer une équipe mobile croisée protection de l'enfance-handicap. Le département a détaché des professionnels de la protection de l'enfance pour travailler avec ceux de l'association.

Mineurs non accompagnés

Mineurs non accompagnés en famille d'accueil : quels enjeux ? / SCAPPATICCI Mylène

Lien social, 02/11/2021, n° 1304, p. 14-15

Au cours des années 1990, la France voit apparaître un phénomène nouveau qui attire l'attention des pouvoirs publics : l'arrivée de jeunes migrants. Ces jeunes entreprennent des voyages à l'étranger, principalement vers les pays occidentaux, en l'absence de leurs parents. Au regard du contexte actuel mondial, ce phénomène prend de l'ampleur d'année en année. Les mineurs non accompagnés constituent incontestablement un enjeu à l'échelle de l'Union européenne. Après un parcours du combattant et une reconnaissance de leur minorité, les jeunes migrants sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'enfance...

Motifs et résultats de consultations de mineurs non accompagnés dans une permanence d'accès aux soins / PLAETE Justine, SCHLIENGER Isabelle, RABILLOUD Muriel, LETRILLIART Laurent

Santé publique, 2021, n° 3, p. 369-377

Objectifs de l'étude : décrire les motifs et les résultats de consultation (problèmes de santé) des mineurs non accompagnés (MNA) pris en charge dans une permanence d'accès aux soins (PASS) des Hospices civils de Lyon.

Placement

Enfants placés - Maintenir les liens

Actualités sociales hebdomadaires, 05/11/2021, n° 3232, p. 6-13

À l'échelle d'une vie, à condition qu'ils soient heureux, les liens fraternels sont les plus durables dans le temps. Mais alors que le maintien des relations entre frères et sœurs placés est acté dans la loi du 30 décembre 1996, puis réitéré dans celle de 2016, ce droit n'est toujours pas effectif. Pour preuve, un amendement, voté par les députés le 7 juillet dernier dans le cadre du projet de loi relatif à la protection de l'enfance pose à nouveau le principe du regroupement des fratries dans un même lieu d'accueil. « Une avancée » selon les parlementaires, mais trop souvent négligée jusque-là.

- Enfants placés : accueillir les frères et sœur
- « Les liens fraternels, un levier professionnel » ? Ivy Daure, psychologue clinicienne
- Assurer la continuité de l'attachement familial

<https://lcpj.univ-tlse2.fr/accueil-lcpj/pole-interculturalisation-psychique-br-et-contacts-culturels-ipcc>

Professionnels de la protection de l'enfance

Vaccination dans les structures de l'enfance : la loi de "vigilance sanitaire" publiée

Média social (Le), 15/11/2021

https://www.lemediasocial.fr/vaccination-dans-les-structures-de-l-enfance-la-loi-de-vigilance-sanitaire-publiee_LD0rvJ

Validée en grande partie par le Conseil constitutionnel, la loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire a été publiée au Journal officiel du 11 novembre 2021.

Elle clarifie notamment le champ d'application de l'obligation vaccinale contre le Covid-19 pour les personnels exerçant dans les structures relevant de la protection de l'enfance, les établissements d'accueil du jeune enfant et les établissements et services de soutien à la parentalité (article 5).

Des précisions sont par ailleurs apportées en matière de contrôle de l'obligation de vaccination dans les structures y étant soumises et de sanction concernant notamment l'usage de faux certificat de statut vaccinal (article 4).

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=BRmeVOFUfgdkDUK0_bPdYs1EHFQ2DgWXs_jxXY-a5RFQ=

Prostitution des mineurs

Lancement du premier plan de lutte contre la prostitution des mineurs - Dossier de presse, 15/11/2021

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/lancement-du-premier-plan-de-lutte-contre-la-prostitution-des-mineurs-dossier>

Aujourd'hui entre 7 000 et 10 000 mineurs sont concernés en France par la prostitution. Il s'agit d'un phénomène grandissant que la société ne peut plus ignorer. Il nous faut collectivement nous donner les moyens d'appréhender ce phénomène trop peu connu pour le comprendre, le prévenir et le combattre.

Violences conjugales et protection des enfants

Le Loiret met en place un violentomètre pour protéger les enfants en priorité / GOURGOUSSE Alban

Larep.fr, 02/11/2021

https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/le-loiret-met-en-place-un-violentometre-pour-protoger-les-enfants-en-priorite_14037313/

Nouveauté dans le Loiret : un outil pédagogique qui permet de mieux comprendre les conséquences des violences conjugales sur les enfants, le violentomètre.

14. TRAVAIL SOCIAL

CHU de Rennes - Le service social sur tous les fronts

Actualités sociales hebdomadaires, 05/11/2021, n° 3232, p. 26-27

Les patients hospitalisés au centre hospitalier universitaire de Rennes peuvent compter sur les assistants de service social pour les conseiller dans leurs démarches, les soutenir, et favoriser leur accès aux soins. Un travail de l'ombre exigeant.

Pairs-aidants - A la recherche de leur juste place

Actualités sociales hebdomadaires, 12/11/2021, n° 3233, p. 6-13

L'accompagnement de personnes en difficulté par des hommes et femmes qui ont traversé les mêmes épreuves ou rencontré des situations rares identiques... L'idée séduit de plus en plus. Les pouvoirs publics invitent à développer cette pair-aidance, tout comme les institutions, en mal d'attractivité. Des organismes qui y perçoivent aussi un moyen de favoriser la participation des personnes accompagnées

- De l'aidé à l'aidant, un métier en devenir
 - La formation, un enjeu pour légitimer la profession
 - « Les pairs-aidants peuvent être des professionnels très compétents »
- Baptiste Godrie, sociologue



Développer le pouvoir d'agir

Université d'Angers, 08/10/2021, 56 mn

<https://www.franceculture.fr/conferences/universite-dangers/developper-le-pouvoir-dagir-0>

Prolongeant le programme de recherche Enjeu[x] sur l'enfance et la jeunesse, la nouvelle chaire "Parole et pouvoir d'agir des enfants et des jeunes" a tenu sa conférence inaugurale le jeudi 23 septembre 2021 à l'Université d'Angers.

Pour cette première, le titulaire de la chaire, le professeur d'histoire contemporaine Yves Denéchère a invité le psycho-sociologue québécois Yann Le Bossé.

Qu'est-ce que le pouvoir d'agir ? À quoi sert-il ? Pourquoi est-il fondamental de l'entretenir chez les enfants ? Le Québécois Yann Le Bossé, père fondateur du concept, trace les grandes lignes du développement du pouvoir d'agir.

15. VIOLENCES

THE CONVERSATION

Handicap : une enquête en Nouvelle-Aquitaine révèle qu'une femme sur deux a subi des violences sexuelles / DAGORN Johanna

TheConversation.com, 14/11/2021

<https://theconversation.com/handicap-une-enquete-en-nouv>

Résultats d'une enquête inédite auprès de femmes en situation de handicap : plus de la moitié ont vécu ou vivent des situations d'abus physiques, psychologiques ou sexuels.

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*